Le programme commun
de
François MITTERRAND :

UN PROGRAMME
CONTRE
LE PEUPLE FRANÇAIS

« lorsque le système socialiste
est instauré,
lorsqu'il est substitué au
système capitaliste,

il est impossible
de revenir en arrière »

(Jacques DUCLOS, 19 octobre 1972)

CE SERAIT UN VOYAGE SANS RETOUR

Françaises, Français, il est encore temps
de choisir votre avenir :
rester libres ou devenir communiste,
comme à PRAGUE, à BUDAPEST,
à l'ombre du rideau de fer.

Un Président captif des communistes

M. MITTERRAND est désarmé face aux communistes.

Son parti est fragile, divisé, sans contrôle sur les militants alors que le parti communiste est structuré comme une armée sur pied de guerre.

Pris dans la bataille « Syndicats-P.C. », M. MITTERRAND ne pourra à aucun moment dévier, de la ligne tracée par ses dangereux alliés, sans jeter le pays dans des troubles graves, la France serait, cette fois, vraiment coupée en deux.

M. MITTERRAND est un otage et ne peut plus faire machine arrière ni maintenant, ni plus tard.

La perte des Libertés

Quinze pays dans le monde sont soumis à un régime socialiste-communiste.

Dans ces pays personne ne jouit d'aucune des **libertés fondamentales** suivantes :

- ni liberté de presse et d'expression et le droit à la libre critique,
- ni liberté de conscience et de croyances religieuses,
- ni droit de donner à ses enfants une éducation conforme à ses convictions religieuses ou philosophiques,
- ni liberté d'association et de réunion,
- ni liberté de grève,
- ni liberté d'entreprendre,
- ni liberté d'aller et de venir, de voyager à l'étranger,
- ni garanties contre des arrestations et contre des spoliations arbitraires.

Etrange politique étrangère

Depuis le 1er tour, M. MITTERRAND contrôlé par son compère M. MARCHAIS citent constamment en exemple la politique du Général de Gaulle continuée par Georges Pompidou.

Grossière imposture : en vérité, Socialistes et Communistes se sont acharnés contre cette politique, de 1958 à avril 1974.

Nationalisations : Spoliation

Le programme de nationalisation ne peut pas se limiter à 9 entreprises comme Mitterrand le prétend faussement, puisque ces entreprises ont de multiples filiales. Au total, plusieurs centaines de milliers d'actionnaires-épargnants sont visés. De plus, les salariés pourront demander au gouvernement la nationalisation de leur entreprise. Il est évident que tous les salariés communistes feront cette demande.

Cette nationalisation, tout comme celle des 286 établissements bancaires et de crédit, se fera non au profit du peuple mais de l'Etat socialiste-communiste.

Si on ajoute à cela, la fermeture des écoles privées et des cliniques prévue par ce programme désastreux, on mesure l'état de la France au bout de quelque temps.

Est-ce bien cela que nous voulons ?

La Facture : 7 000 milliards A.F., la ruine

L'indemnisation des actionnaires de sociétés nationalisées coûtera 5 500 milliards A.F. auxquels s'ajoutera le coût des autres mesures prévues soit 1 500 milliards, c'est-à-dire près du tiers (33 %) du budget de la Nation.

Où M. MITTERRAND prendra-t-il cet argent ? Sinon dans vos poches, dans vos comptes bancaires, sur vos salaires...

Si par hasard vous êtes indemnisés, avez-vous pensé que cet argent frais faisant de vous un capitaliste vous serait immédiatement repris sous forme d'impôt spécial car... comment distribuer de l'argent que l'on n'a pas ?

Il ne nous reste plus que quelques jours pour mesurer les risques graves que nous courons tous.